

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien & Sites pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 15 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE COULOURS JP ENERGIE ENVIR

13 rue de Liège - 75009 PARIS

Références : 230227
Code AIOT : 0005425800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement PARC EOLIEN DE COULOURS JP ENERGIE ENVIR implanté à COULOURS (89320). L'inspection a été annoncée le 06/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE COULOURS JP ENERGIE ENVIR
- COULOURS (89320)
- Code AIOT : 0005425800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Pays d'Othe est exploité par la société JPPE pour les éoliennes E3 à E7 sur le territoire de la commune de Coulours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels
- biodiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	moyens de lutte et de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vérification des moyens de lutte contre l'incendie a bien été réalisée. Cependant le changement des extincteurs non conformes n'a pas été fait. L'exploitant a programmé celui-ci le 09/05/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques organisationnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques organisationnelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Constructeur : • Exploitant : • Prestataire en charge de la maintenance : <ul style="list-style-type: none"> ◦ date du début de contrat :
Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Constructeur : Vestas • Exploitant : JPEE • Prestataire en charge de la maintenance : Vestas
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté aérogénérateur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'IIC a constaté que l'aérogénérateur E6 était maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Tests de bon fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests de bon fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérifications à l'IIC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle bride de serrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle bride de serrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification des brides de serrages du 28/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle visuel des pâles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport d'inspection des pâles du 17/08/2022 réalisé par la société VESTAS sur les éoliennes E3 à E7. Des non-conformités mineures sont relevées. D'après le rapport, ces défauts sont des points «d'esthétisme» et ne seront pas amenés à entraîner une dégradation plus profonde de la pale. Il est également indiqué que Vestas se réserve le droit d'ajuster les actions et les délais de réparation préconisés suivant l'avis de ses équipes pâles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, manuel d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'IIC le suivi des équipements ainsi que la fréquence des contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pâles et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
Constats : L'IIC a consulté les consignes de sécurité présentes dans l'aérogénérateur E6. Celles-ci sont à jour et comportent les informations nécessaires en cas d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Détection d'un fonctionnement anormal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, détection d'un fonctionnement anormal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un relais local formé pour détecter les situations anormales et qui est en capacité de prévenir les services de secours.</p> <p>En parallèle, une surveillance constante est réalisée par les chargés de site à distance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte et de prévention contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composés a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs du 11/05/2022. Des non-conformités apparaissent sur les extincteurs des éoliennes E4 et E3.</p> <p>Dans la nacelle de l'éolienne E6, l'IIC a constaté que le flexible de l'extincteur présent était défectueux.</p> <p>L'exploitant a précisé que la société prestataire qui réalise les contrôles et les remises en état a changé en 2023.</p> <p>Les changements des extincteurs endommagés et présentant des non-conformités seront réalisés le 9 mai 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Détecter ou déduire la formation de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, détecter ou déduire la formation de glace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pâles de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pâles permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
Constats : Un système de détection du givre est présent sur toutes les machines (E3 à E7). Il s'agit d'un système de déduction automatisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement du parc de Coulours valable du 01/06/2022 au 31/05/2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Réalisation suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC le rapport de suivi environnemental du parc éolien du Pays d'Othe. Celui ci est réalisé sur les éoliennes exploitées par les sociétés JPEE et de BORALEX. L'ensemble des éoliennes a fait l'objet d'un suivi entre 2016 et 2021. Des mortalités ont été observées (4 chiroptères et 2 oiseaux en 2021). Un bridage a été appliqué en période nocturne. L'exploitant étudie actuellement la mise en place d'un bridage dynamique afin de limiter la mortalité des chiroptères avec la société SMART. Le devis d'étude du 03/04/2023 a été présenté à l'IIC. A la suite de l'inspection, les données brutes ont été déposées sur la plateforme DEPOBIO le 20/04/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2022, article R 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. /.../ Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Aucune mortalité nécessitant la déclaration d'un incident n'a été constatée ; de même aucun accident n'a eu lieu sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Bridage chiroptère

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/04/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Bon fonctionnement du dispositif de bridage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un bridage a été mis en place suite aux conclusions du suivi environnemental de 2019.
Constats : Le bridage a été calculé par le système Probat en dixième de nuit à la suite des résultats du suivi de la mortalité de 2019. Le bridage a été appliqué pour l'année 2021 du 01/04/2021 au 31/10/2021, avec la médiane par mois pour les éoliennes de E4 à E7 (SAS Parc éolien de Coulours) ; cela pour des températures supérieures à 10° C, s'étendant du coucher au lever du soleil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet